

Perspectives

N°26/057 – 9 mars 2026

PAYS BALTES – Vivre avec le risque géopolitique

- **L'invasion de l'Ukraine en 2022 par la Russie a profondément modifié l'équilibre de sécurité de l'espace baltique.**
 - La perception de la Russie comme une menace pour ses voisins s'est accrue.
 - L'entrée dans l'OTAN de la Finlande et de la Suède et le réarmement européen ont largement renforcé la position stratégique des Européens dans la zone.
 - La guerre en Ukraine draine la quasi-totalité des ressources économiques et militaires russes normalement affectées au théâtre baltique.
- **En parallèle, la confiance dans l'article V de l'OTAN, socle historique de la sécurité de la région, s'est érodée.**
- **Après avoir subi le choc économique de la guerre, violent pour ces petites économies, l'avenir de ces pays dépend de la nature des nouveaux équilibres de sécurité qui pourront être construits en Europe.**
- **Les efforts financiers et humains en cours pour développer des capacités de dissuasion propres, à l'échelle balte et européenne, sont donc nécessaires.**
- **Au-delà du militaire, la dissuasion nécessite une forme de dialogue avec l'ennemi, qui permet d'être pris au sérieux, tout en évitant le dilemme de sécurité (perception par l'autre que le réarmement a des visées agressives).**
- **Ce dialogue, aujourd'hui impossible avec la Russie, est la grande inconnue des prochaines années.** Cette fenêtre d'incertitude pèsera sur les économies baltes, surtout par le biais du financement¹, frein structurel dans ces économies pourtant dynamiques et innovantes.
- **Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'espace Baltique est là où la position stratégique russe s'est, sans doute, le plus détériorée², et continuera de se détériorer à mesure que pays baltes et nordiques se réarment. C'est donc aussi là que Moscou mène la guerre hybride la plus intense.**
- **Cette intensification et généralisation de la guerre hybride s'apparente à un « new normal » de la vie économique et politique de ces régions.**
- **Dans l'équation du retour à l'équilibre sécuritaire des pays baltes, entrent donc des éléments de subjectivité quant à la stratégie russe, plus difficiles à anticiper qu'un plan de réarmement, mais tout aussi déterminants.**
- **Les économies baltes n'ont pas une importance systémique en Europe, mais un choc géopolitique sur ces dernières ne serait pas pour autant bénin.**
 - Ces pays appartiennent à l'OTAN, à l'UE et à la zone euro. Une attaque contre eux provoquerait donc un choc de confiance sur ces institutions.
 - Les pays baltes sont présents dans des niches technologiques.
 - L'Estonie dispose de la seule chaîne européenne intégrée de séparation de terres rares et de production de magnets permanents en terres rares pour l'automobile et l'éolien (usine NPM à Sillamäe proche de Narva, inaugurée en 2025).
 - La Lituanie est dominante dans certains segments de l'industrie des lasers utilisés pour la recherche (quasi-monopole sur certaines technologies spécifiques).

¹ Banque centrale européenne, Janvier 2026, [Financial stability risks from geoeconomic fragmentation](https://etudes-economiques.credit-agricole.com)

² Institut Français des Relations Internationales (IFRI), Pavel Baev, Novembre 2023, [Les nouveaux défis de la Russie sur le théâtre européen de la Baltique et du Nord](https://etudes-economiques.credit-agricole.com)

Les pays baltes, depuis leur indépendance, n'ont jamais perdu de vue le risque géopolitique que constitue le fait d'être un « petit » pays en périphérie d'un « grand ». Ils ont l'expérience historique de pays qui ont risqué de disparaître culturellement, en plus d'avoir disparu institutionnellement à plusieurs reprises. L'appartenance à l'OTAN et à l'Union européenne leur a offert une longue période pendant laquelle ils ont pu suivre une trajectoire de convergence particulièrement réussie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie rouvre une phase de mise en lumière des vulnérabilités géopolitiques de ces pays. Celles-ci n'avaient pas disparu, mais l'architecture de sécurité européenne avait permis de les mettre au second plan du développement économique. Si ces pays, et l'Europe, se donnent en ce moment les moyens de refermer ces vulnérabilités, surtout sur le plan militaire, un retour à la « normale », qui lèverait le poids du risque géopolitique, demande aussi de retrouver d'autres formes d'équilibres (hors sphère militaire), qui restent à trouver en Europe.

Une liste de vulnérabilités sous les projecteurs

Vulnérabilités géographiques

Le principal facteur de vulnérabilité est avant tout géographique. L'Estonie partage une frontière avec la Russie, la Lettonie avec la Russie et la Biélorussie. La Lituanie est prise en sandwich entre la Biélorussie et l'exclave stratégique russe de Kaliningrad. Ces pays se trouvent à l'extrémité orientale de l'alliance occidentale et de l'OTAN, reliés par voie terrestre uniquement par le corridor de Suwalki, fine bande de terre reliant la Pologne à la Lituanie.

En raison de leur taille, ces pays ne disposent pas de la « profondeur stratégique » telle qu'a pu en bénéficier l'Ukraine pour résister à l'invasion russe. En outre, certaines infrastructures critiques sont particulièrement exposées, comme l'est la part significative de la capacité de production électrique estonienne située à Narva, à quelques centaines de mètres à peine de la Russie.

À l'inverse, ces pays présentent une grande valeur stratégique pour la Russie : ils offriraient à Moscou un plus large accès à la mer Baltique. Cet accès est aujourd'hui contraint par le golfe de Finlande, qu'Estonie et Finlande, toutes deux membres de l'OTAN, peuvent facilement contrôler, voire bloquer. Les pays baltes, en particulier la Lituanie, sont également le seul lien terrestre dont la Russie dispose avec Kaliningrad, maintenu ouvert par traité, mais en territoire « otanien ». C'est en partie pour ces raisons que, lors des négociations engagées par Moscou avec Washington avant l'invasion générale de l'Ukraine, le retrait de

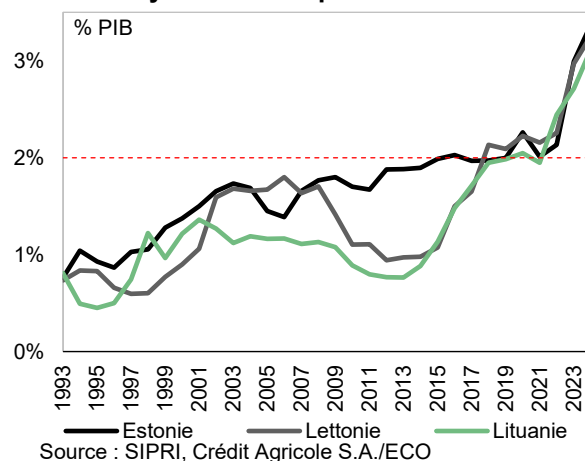
l'OTAN de ces pays était l'une des exigences russes.

Vulnérabilités militaires

Au-delà de la géographie, des facteurs militaires contribuent à la fragilité de la situation sécuritaire. Malgré une population légèrement plus importante et un PIB combiné (en parité de pouvoir d'achat) comparable à celui de la Finlande, les pays baltes ne disposent pas, à ce jour, du type de dissuasion militaire indépendante crédible dont dispose Helsinki.

Il serait pourtant faux de dire que les pays baltes n'ont pas perçu à temps la menace russe. Ils ont été parmi les premiers à remonter leur budget de défense, dès l'invasion de la Géorgie en 2008 dans le cas de l'Estonie, alors que le reste de l'Europe s'apprêtait à les réduire encore davantage sous l'effet de la crise financière de 2008. Dans le cas de la Lettonie et de la Lituanie, c'est dès l'annexion de la Crimée en 2014 que la part du PIB consacrée à la défense est remontée. Aujourd'hui, en pourcentage du PIB, ces budgets sont les plus élevés de l'OTAN. Pourtant, les pays baltes présentent encore d'importantes lacunes identifiées en matière capacitaire (lacunes dans la défense aérienne, quasi-absence d'armée de l'air, réintroduction récente et encore partielle du service militaire obligatoire).

Pays baltes : dépenses militaires



Ce réveil précoce mais seulement partiel s'explique par des raisons historiques. Après 2004, date d'adhésion des trois pays à l'OTAN, l'appartenance à l'organisation fournissait un parapluie sécuritaire jugé suffisant. Avec l'annexion de la Crimée en 2014, le dispositif avait été complété par une présence largement symbolique de l'OTAN, au sens où elle devait convaincre que l'article V, soutenant la solidarité collective au sein de l'OTAN, ne manquerait pas d'être déclenché dès

les premières heures d'une incursion russe³. L'invasion généralisée de l'Ukraine par la Russie en 2022 a changé la donne. Les pays baltes ont réalisé qu'en cas d'invasion, ils seraient confrontés à un niveau de destruction très élevé avant que l'OTAN ne puisse les secourir⁴. Aussi efficace la dissuasion soit-elle, le risque ainsi pris est insupportable. Les capitales baltes ont donc depuis entrepris de développer des capacités de résistance propres, pouvant freiner l'adversaire russe dès le premier mètre, voire avant que les forces d'invasion ne franchissent la frontière. Ce changement d'approche n'a été que renforcé par la perte de crédibilité de l'engagement étatsunien à l'article V sous la seconde présidence de D. Trump.

Vulnérabilités démographiques, historiques, culturelles et symboliques

Enfin, des facteurs démographiques, historiques, culturels et symboliques jouent également pour expliquer cette vulnérabilité. Jusqu'en 1991, les pays baltes faisaient partie du bloc de l'Est et de l'URSS.

Par conséquent, l'influence russe subsiste, principalement à travers la présence de russophones et de populations ethniquement russes (qu'elles soient citoyennes ou non de ces pays). Ces populations sont concentrées dans la ville estonienne de Narva et la ville lettone de Daugavpils (environ 34% de la population lettone parle russe, 30% en Estonie et 8% en Lituanie). Ainsi tout en restant des minorités, elles peuvent exercer une influence forte à l'échelle locale, typiquement lors des élections municipales.

L'influence de la Russie dans ces pays existe également à travers la présence de l'Église Orthodoxe Russe. Les récentes politiques visant à réduire cette influence, qu'elle soit linguistique ou religieuse, pourraient attiser les tensions et être instrumentalisées par Moscou.

De plus, les questions mémorielles restent sensibles, comme l'illustre la cyberattaque à grande échelle dont l'Estonie a été victime en 2007, l'une des premières du genre, à la suite du retrait d'une statue commémorative soviétique.

Vulnérabilités politiques et sociales

En tant que tel, la présence de russophones dans les pays baltes ne constitue qu'une vulnérabilité externe, en cela qu'elle concentre l'attention de la Russie et peut donner à Moscou des éléments rhétoriques pour s'immiscer dans les affaires de ces

pays. En revanche, la fragmentation politique interne à laquelle font face les trois États baltes à divers degrés constitue une vulnérabilité interne forte. Les trois pays ont connu, à divers degrés, des recompositions politiques récentes qui ont laissé plus de place à des discours populistes, rendant la sphère politique plus perméable à des narratifs favorables au Kremlin (la Lettonie figure comme pays le plus exposée de la région sur cet aspect).

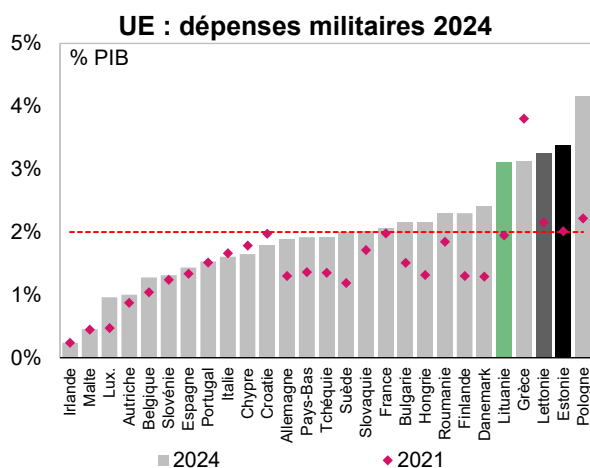
La perception de la menace russe en Europe s'est rapprochée de la vision balte

Que ce soit un succès des chancelleries baltes ou le simple résultat du changement de contexte sécuritaire, l'asymétrie de perceptions qui existait entre les pays baltes et le reste de l'Europe quant au risque posé par la Russie s'est drastiquement réduite. De fait, la posture sécuritaire européenne s'est raffermie et la coordination entre les pays du continent en matière de défense s'est améliorée. Rares sont les pays qui n'ont toujours pas atteint l'objectif des 2% du PIB consacré à la défense (selon les données SIPRI, seulement dix pays de l'UE n'ont pas fourni d'effort significatif après l'invasion de l'Ukraine pour converger vers les 2% et, selon les données fournies par l'OTAN, tous ceux membres de l'organisation devraient avoir atteint les 2% en 2025). Les plus ambitieux sont déjà en chemin vers les 3,5% (5% restant l'apanage des pays les plus exposés, à savoir pays baltes et Pologne). L'Union européenne a déployé le programme *SAFE* pour aider les pays de l'Union à financer cet effort additionnel (150 milliards d'euros de prêts). Beaucoup de ces fonds ont été fléchés vers les pays de premier rideau. De multiples accords de défense bilatéraux ou multilatéraux ont été signés en Europe, sans compter l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande. Les entraînements autour de la Russie se sont multipliés et ont gagné en ampleur et réalisme. Enfin des initiatives opérationnelles ont vu le jour pour surveiller les espaces de confrontations (ex : *Baltic Sentry*, *Eastern Sentry*), ou pour fortifier les frontières européennes orientales (*Eastern Shield*, *Baltic Defense Line*, *EU Drone Wall Initiative*).

³ Cette présence avancée de l'OTAN (*enhanced Forward Presence* - eFP), rotationnelle avant 2022, a depuis été remplacée par une présence renforcée et plus permanente / disponible (*Forward Land Forces* – FLF), étendue aux autres pays de premier rideau.

⁴ Les pays de l'OTAN, qui ont passé la guerre froide à s'entraîner à rapidement amener leurs forces à la frontière avec le Pacte

de Varsovie, n'ont pas, après 1991, investi dans la mobilité militaire de manière à conserver cette capacité et à l'apporter à la nouvelle frontière orientale de l'alliance. Ainsi, la mobilité militaire est identifiée comme l'un des principaux points faibles de l'Europe en cas de conflit avec la Russie.



Cette plus grande unité de perception européenne contribue à la sécurité des pays baltes. Très concrètement, ces efforts produisent déjà, selon les responsables du renseignement estoniens, un effet sur le comportement russe : l'Europe aurait, selon leurs analyses⁵, rétabli une forme de dissuasion, au sens où elle affecterait d'ores et déjà le comportement russe, après une phase de provocations intenses autour de l'exercice Russo-bélarusse ZAPAD-25. Ces services insistent également sur le puissant levier que constitue le contrôle qu'opère désormais l'OTAN sur le golfe de Finlande et sur la mer Baltique, véritable vulnérabilité pour le commerce russe et pour sa projection de puissance maritime.

Des écarts de perception subsistent dans un contexte sécuritaire européen non-stabilisé

Il est par nature impossible de connaître les intentions de l'État russe, mais les agences de renseignement de la région convergent vers l'idée que, quoi qu'il en soit, « la Russie se prépare à une confrontation durable⁶ », tout en préférant éviter une confrontation militaire directe avec l'Europe ou l'OTAN.

L'observation des actes hybrides menés par la Russie en Europe est à l'origine de ces analyses. Elles se fondent également sur les vastes plans de réorganisation militaire augmentant nominalement la taille des forces armées russes et fléchissant, pour le moment sur le papier seulement, davantage de moyens et d'hommes vers les bases, par ailleurs rénovées et agrandies, proches des frontières baltes et finlandaises, et sur l'arsenal (drones et

artillerie principalement) dont se doterait la Russie malgré les besoins générés par l'invasion de l'Ukraine. Ce surplus d'armement est interprété comme une préparation à un potentiel conflit armé futur, sans pour autant attribuer cette intention à Moscou.

De manière plus globale, les pays baltes et nordiques semblent lire les actions russes, y compris la guerre en Ukraine, comme faisant partie d'une campagne visant à transformer l'architecture de sécurité européenne, historiquement appuyée sur l'OTAN⁷.

De la même manière, l'issue de la guerre en Ukraine demeure très incertaine, mais une grande majorité des scénarios produiraient une aggravation du risque militaire pour les pays baltes. Une nette victoire militaire russe serait probablement le pire des scénarios pour ces États. Pour citer le rapport des services de renseignement norvégiens sur les menaces en 2026, « l'issue de la guerre [en Ukraine] affectera la confiance de la Russie dans la puissance militaire en tant qu'instrument de pouvoir et aura des conséquences à long terme pour la sécurité de la Norvège », et donc *a fortiori* pour la sécurité des États baltes.

Néanmoins, même avec des scénarios dans lesquels la Russie n'obtient pas une victoire nette, quelle qu'en soit la définition, mais dans lesquels le conflit se « stabiliserait », le niveau de menace militaire immédiate augmenterait pour les États baltes, car au moins une partie des moyens mobilisés par la guerre pourraient être redéployés aux abords de leurs frontières.

En revanche, des écarts d'appréciation demeurent quant à l'horizon auquel la Russie pourrait poser un risque militaire substantiel aux Baltes. Les Estoniens, tout comme les Finlandais⁸, sont les premiers à minimiser le risque de confrontation militaire à court terme, tant la majorité des forces russes est absorbée par le conflit en Ukraine. Cela n'empêche pas d'autres officiels européens de mentionner des dates allant de l'été 2026 à 2035. Le résultat du récent « jeu de guerre » (*war game*), organisé par l'université militaire allemande (Centre allemand de jeux de guerre de l'université Helmut-Schmidt des forces armées allemandes) et révélé récemment par le *Wall Street Journal*⁹, fournit un exemple des considérations nourrissant ces débats. Cet exercice, prospectif mais sans valeur prédictive, fait office de *worst case scenario* pour les Baltes. Il a mis en lumière un enchaînement qui verrait la

⁵ Estonian Foreign Intelligence Service, février 2026, [International Security and Estonia 2026](#)

⁶ Norwegian Intelligence Service (NIS), janvier 2026, [Focus 2026: The Norwegian Intelligence Service's assessment of current security challenges](#)

⁷ Polish Institute of International Affairs (PISM), avril 2025, [Baltic and Nordic Assess the Russian Military Threat](#)

⁸ Finnish Military Intelligence, janvier 2026, [Finnish Military Intelligence Review 2026](#)

⁹ Wall Street Journal, février 2026, [A Wargame Shows Just How Vulnerable Europe Is to a Russian Attack](#)

Russie employer un nombre très limité de troupes (15 000 hommes prélevés sur le front ukrainien et déplacés rapidement à la frontière des pays baltes) s'emparer rapidement d'une portion de territoire (autour de Marijampolė) à peu de frais, grâce à une prudence apathique des autres pays européens¹⁰.

Même des scénarios proches font l'objet d'analyses divergentes. En décembre 2025 et en février 2026 respectivement, le *European Council for Foreign Relations*¹¹ et le *Belfer Center* de la *Harvard Kennedy School*¹² ont publié des notes explorant des scénarios similaires :

- ✓ une invasion partielle d'un pays balte (l'axe Narva – Tallinn pour l'ECFR ; le gap de Suwalki pour le *Belfer Center*)
- ✓ et une « prise de gage » par des forces sous faux drapeaux (axes routiers à Narva dans les deux cas), testant l'OTAN et la solidarité européenne.

L'ECFR conclut que « aucun des deux scénarios ne pourrait aboutir stratégiquement aujourd'hui ni dans les cinq à dix ans suivant la fin de la guerre en Ukraine, même avec une aide minimale des États-Unis », en insistant sur le déséquilibre de force en présence qui permettrait aux États-Unis d'offrir une assistance ne serait-ce que symbolique dans un contexte de désengagement plus large du théâtre européen, pour déjouer un scénario de remise en question de l'OTAN.

À l'inverse, le papier du *Belfer Center* insiste sur le fait que des « lacunes importantes en matière de préparation et de capacités persistent encore à travers le continent » et voit la remise en question de l'engagement américain comme plus disruptif (la crise autour du Groenland, mentionnée par les auteurs de la seconde étude, a eu lieu entre la parution de ces deux travaux et peut interroger sur l'envie américaine d'offrir une assistance même seulement symbolique). Alors, si le scénario d'une invasion est également jugé peu probable à court terme, celui d'une « prise de gage » l'est moins : « au cours des trois prochaines années, la Russie devrait intensifier sa campagne actuelle dans la zone grise contre les États membres de l'OTAN, qui culminera par une incursion militaire limitée dans le flanc nord-est de l'OTAN ». Cette étude insiste sur les « vulnérabilités identifiées face aux activités de zone grise résultant d'un désaligne-

ment entre les pratiques de contre-espionnage, les autorités judiciaires et les accords de partage d'informations », là où l'ECFR pointe des progrès, notamment dans les capacités d'attributions de tels actes en zone grise. Les deux rapports divergent donc sur la facilité d'un passage de l'article IV à l'article V dans un tel scénario.

Cela illustre comment la question de l'horizon temporel dépend de deux facteurs principaux :

l'observation de la capacité de la Russie à reconstituer ses forces¹³, le type de scénario auquel on croit. Les délais plus longs sont généralement associés à une invasion conventionnelle totale d'un ou de plusieurs pays baltes. Les délais plus courts, en revanche, découlent de l'hypothèse de « tests » à beaucoup plus petite échelle, qui peuvent être tout aussi préjudiciables à la sécurité globale de l'Europe. L'évaluation de la probabilité à court terme de tels scénarios de « tests » dépend fortement de l'appréciation que l'on fait de la qualité de la dissuasion européenne et de l'appétit au risque russe qui est particulièrement difficile à estimer.

Une intensification de la guerre hybride : le *new normal* balte ?

S'il est difficile de connaître la direction que prendra cette confrontation hybride, les services de renseignement norvégiens se risquent à une prédiction : ils estiment qu'elle s'intensifiera en cas de difficultés russes sur le front ukrainien ou de dégradation de la situation économique en Russie. Ce contexte de guerre hybride attise le risque d'incident et de confrontation armée.

Du fait des vulnérabilités sociales et politiques mentionnées précédemment, il existe en réalité un continuum entre les scénarios de déstabilisation hybride et ceux d'invasion. Le récent rapport des services de renseignement intérieurs lettons¹⁴ classe par exemple comme toute première menace le fait que « malgré la guerre totale en Ukraine, la Russie a continué à investir des ressources importantes pour étendre ses activités visant à déstabiliser la sécurité intérieure de la Lettonie : activités malveillantes, opérations psychologiques et renseignement agressif. » Ces activités hostiles en zones grises sont regroupées

¹⁰ Au-delà des incertitudes concernant la fiabilité des États-Unis, les craintes que la Russie parvienne à briser la solidarité entre alliés reposent en partie sur les développements doctrinaux russes liés à la gestion de l'escalade et à l'utilisation active de la dissuasion nucléaire.

¹¹ *European Council on Foreign Relations* (ECFR), Jennifer Kavanagh & Jeremy Shapiro, décembre 2025, [The bear in the Baltics: Reassessing the Russian threat in Estonia](#)

¹² *Harvard Kennedy School, Belfer Center for Science and International Affairs*, février 2026, [Russian Threats to](#)

[NATO's Eastern Flank: Scenarios, Strategy, and Policy for European Security](#)

¹³ Les analyses regardant une reconstitution « à l'identique » des forces armées russes tendent à produire des horizons de temps plus long (dix à quinze ans), tandis que celles se reposant plus sur les observations de l'armée russe telle qu'elle est et agit aujourd'hui en Ukraine, tendent à proposer des horizons plus courts.

¹⁴ *Latvian State Security Service* (VDD), février 2026, [Annual Report 2025](#)

sous les termes génériques d'actes « hybrides », « complexes » ou « secrets ».

En raison de la large présence de population russophone et ethniquement russe, et d'une fragmentation politique croissante, ces efforts se déploient particulièrement dans le champ informationnel en Lettonie : dans une note de novembre 2024¹⁵, le Centre d'Excellence pour la Communication Stratégique de l'OTAN (StratCom COE, créé en 2014 et installé à Riga, la capitale lettone) identifie deux « narratifs persistants » poussés par la Russie, à savoir que « la Lettonie serait un État défaillant et ses politiques seraient orientées vers la discrimination et les abus à l'encontre des Russes ethniques locaux ». Si Narva et Suwalki sont plus surveillés, ces éléments font de la Lettonie une cible pour une « prise de gage¹⁶ ».

L'enjeu pour les pays baltes, est donc de s'assurer que toute menace existentielle contre leur souveraineté, quelle que soit sa nature, serait bien considérée par leurs partenaires comme une confrontation directe avec l'Europe et l'OTAN. Pour les pays baltes, de telles menaces doivent pouvoir justifier, entre autres, une réponse militaire. La crainte principale est qu'il existe un optimum stratégique pour la Russie, permettant à Moscou d'utiliser les États baltes comme test de la cohésion occidentale.

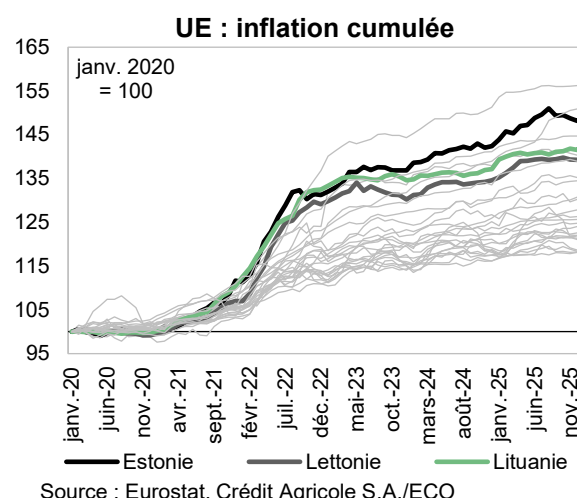
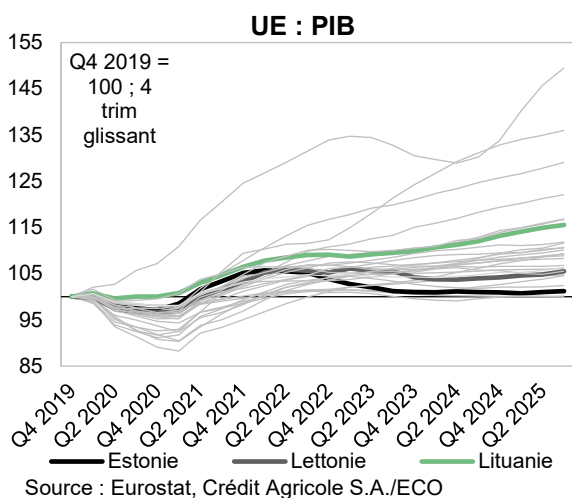
Pays baltes : un effort important et constant pesant sur leurs économies

Le « choc » initial lié à l'invasion générale de l'Ukraine en 2022 a eu un coût certain pour les économies baltes. En coupant les liens économiques avec la Russie, elles ont perdu un important débouché à l'exportation et une source d'approvisionnement énergétique cruciale, même si des efforts de diversification ont été entamés dès 2014.

La forte inflation qui en a résulté (depuis le Covid, les pays baltes ont été les pays de la zone euro avec la plus forte inflation, et dans le cas de l'Estonie, la troisième plus forte inflation au sein de l'UE, avec des prix qui ont progressé de 50% en cumulé entre janvier 2020 et décembre 2025) a entraîné une perte de compétitivité durable pour ces économies et pèse toujours sur la sécurité énergétique de la région.

L'impact, du fait de spécialisations sectorielles propres, a été très asymétrique. Les secteurs manufacturiers estonien et letton, moins sophistiqués et plus énergivores, ont particulièrement souffert. Bien que ces trois économies soient assez peu industrialisées (secteurs manufacturiers représentant 10,8%, 9,9%, 13,6% de la valeur ajoutée en 2024 en Estonie, en Lettonie, et en Lituanie respectivement), le frein sur l'activité a été durable dans ces pays.

La Lituanie, en revanche, est la seule économie balte à disposer d'un secteur industriel plus important qu'avant la crise du Covid. Cela s'explique par sa présence dans quelques niches de haute technologie et sa meilleure intégration aux chaînes de valeur européennes. La résilience lituanienne tient aussi à un très fort dynamisme dans les services à haute valeur ajoutée, avec une progression de 86% de la valeur ajoutée dans les TIC entre le premier trimestre 2020 et le troisième trimestre 2025, de 48% dans les services professionnels, techniques & scientifiques et 36% dans la finance. Malgré le choc inflationniste, la Lituanie est ainsi l'une des économies européennes les plus dynamiques et affichant des relais de croissance sains.



¹⁵ NATO Strategic Communications Center of Excellence (StratCom COE), Novembre 2024, [Russia's Information Influence Operations in the Nordic - Baltic Region](#)

¹⁶ Le Grand Continent, Stéphane Audrand, Décembre 2025, [Par où Poutine attaquera-t-il l'Europe](#)

L'économie estonienne, malgré son marasme, en partie résultat de choix budgétaires rigides, conserve les atouts qui font d'elle l'économie la plus sophistiquée en Europe centrale et orientale. La qualité de la gouvernance et de l'administration, la digitalisation, la culture entrepreneuriale, l'écosystème d'innovation et le système éducatif sont tous des indicateurs sur lesquels l'Estonie surperforme à l'échelle régionale et, cas rare pour une économie encore en transition, se place en haut des classements européens, voire mondiaux.

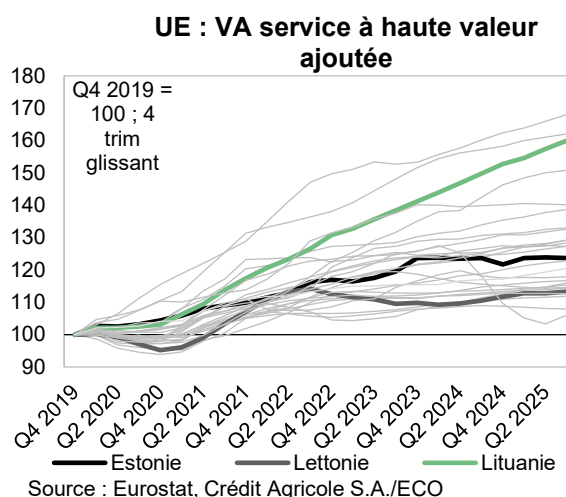
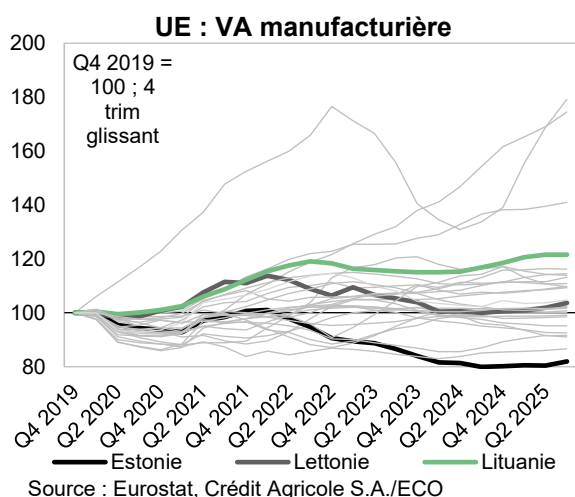
Aujourd'hui, le coût du risque géopolitique est surtout fiscal. Comme évoqué, les États baltes procèdent désormais à un réarmement rapide, qui va encore accélérer en 2026. En effet, l'Estonie souhaite se doter d'une « dissuasion crédible » d'ici 2029, tandis que la Lituanie entend pouvoir disposer d'une division entière et pleinement équipée d'ici 2030. Vilnius affirme clairement depuis 2024 que son budget de défense n'est pas basé sur un calcul des financements/dépenses, mais sur une vision claire des capacités qu'elle souhaite acquérir à une date donnée. Or, au rythme permis par les dépenses actuelles, la Lituanie n'aurait atteint son objectif qu'entre 2036 et 2040. Par conséquent, en 2026, le budget sera porté au-dessus des 5% du PIB et devrait rester à un tel niveau (entre 5% et 6%) jusqu'en 2030. Il en va de même pour l'Estonie, qui vise un budget en moyenne de 5,4% du PIB d'ici 2029. La Lettonie suit une démarche similaire en portant son budget à 4,9% du PIB en 2026. À cela s'ajoute l'engagement toujours en vigueur des trois pays baltes d'aider l'Ukraine à hauteur d'au moins 0,25 % de leur PIB chaque année.

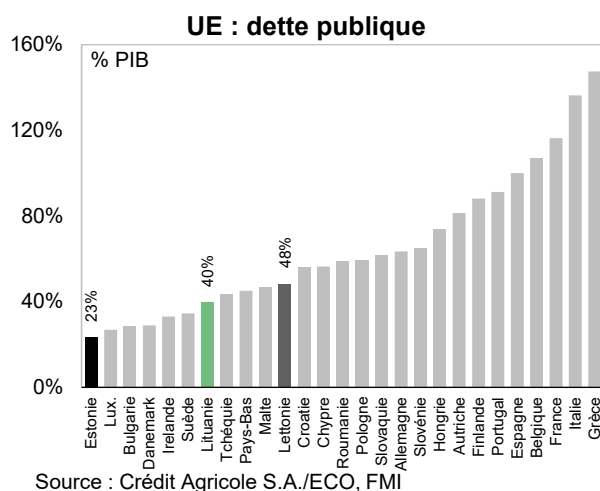
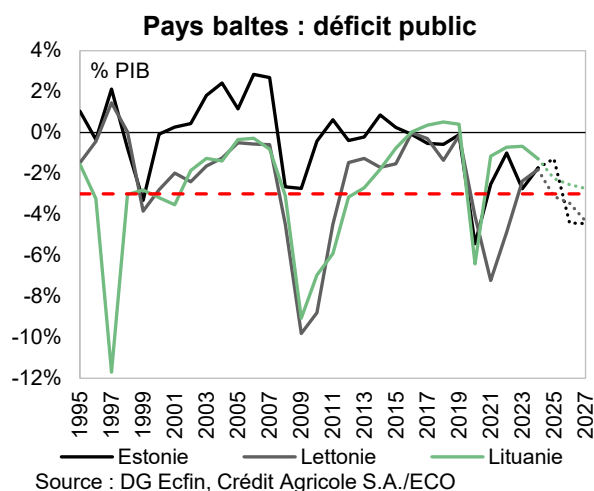
Beaucoup des dépenses qui seront engagées iront à l'achat de matériel étranger. Sur un peu plus de 10 milliards d'euros alloués par l'Estonie sur la période (2026-2029), 37% iront à l'achat de matériels, en très grande partie importés. Les fonds attribués à l'industrie de défense et l'innovation n'atteignent que 50 millions d'euros. En revanche, la région a investi davantage dans ses capacités

industrielles pour la production de munitions. L'Estonie entend consacrer à l'achat de munitions 5 milliards d'euros entre 2022 et 2029. Le pays a donc ouvert sa première usine de production d'explosifs début 2026, tandis que Lettonie et Lituanie ont passé des accords avec le géant allemand Rheinmetall pour des usines de production de munitions d'artillerie (155 mm) pour des montants respectifs de 275 et 180 millions d'euros.

Jusqu'à présent, la hausse des dépenses pour la défense restait dans le cadre du maintien du déficit public sous les 3% du PIB. La levée de nouvelles recettes fiscales conditionnait donc le rythme d'augmentation. De fait, depuis 2019, ces États ont réussi à générer de nouvelles recettes à hauteur de 4% à 5% de leur PIB (la progression des dépenses a été plus rapide encore, mais ces trois pays sont entrés dans la crise avec des budgets proches de l'équilibre).

Pour la première fois depuis 2020, et seulement la deuxième fois depuis 2000, en 2026 le gouvernement estonien devrait générer un déficit supérieur à 3%, tandis que la Lettonie, qui devrait déjà dépasser ce seuil en 2025, pourrait voir son déficit atteindre 3,5% du PIB. Pour sa part, après 2020, la Lituanie a réussi à maintenir son déficit public en dessous de 3% du PIB et devrait continuer à le faire en 2026. Ce financement par la dette est en partie permis par l'assouplissement des règles de Maastricht en ce qui concerne la défense (*national escape clause* permettant d'exclure les dépenses liées à la défense du calcul du déficit public) et par le programme SAFE apportant un financement bon marché. Dans le cadre de ce programme, les pays baltes ont déjà vu pour 12 milliards d'euros d'investissement dans la défense validés par la Commission européenne.





✓ **Notre opinion** – En définitive, qu'appelle-t-on le « risque géopolitique » dans les pays baltes ? Le risque militaire, n'est pas nouveau : en 2016, un « war-game » de la Rand concluait que Moscou pourrait envahir l'Estonie et prendre Tallinn en 60 heures, sans que cette analyse ne provoque le retentissement qu'a aujourd'hui l'intrusion d'un seul avion russe dans l'espace aérien de ce pays. Ce risque strictement militaire s'est même provisoirement amoindri avec la destruction d'une grande partie de l'armée russe en Ukraine.

Si le réarmement européen suit son cours, la Russie ne devrait pas être en mesure de refaire basculer l'équilibre des forces sur le théâtre balte en sa faveur de sitôt. Une fois le choc de l'invasion russe en Ukraine passé et maintenant que les budgets baltes et européens de réarmement sont votés, cette réalité peut progressivement être digérée par nos analyses du risque géopolitique de cette région.

Cela mène, par exemple, l'ECFR à conclure dans une note de décembre 2025¹⁷ sur un scénario d'invasion limité de l'Estonie que « sur le plan militaire, ce scénario est intenable pour la Russie. Une invasion conventionnelle de l'Estonie en 2025 (et pendant plusieurs années après la fin de la guerre en Ukraine) ne se solderait pas par une victoire, mais par un désastre stratégique. »

Alors, ce dont on parle en parlant du risque géopolitique pesant sur les États baltes, c'est du risque que la fragmentation, mondiale et européenne, se poursuive, accélère ou bifurque. En d'autres termes, il s'agit du risque que les États baltes se réveillent un jour au sein d'alliances qui ne fonctionnent de fait plus et que la Russie ait trouvé l'interstice qui lui permette de « décoller » politiquement cette région du reste de l'Europe. Il ne s'agit pas de dire que c'est là un scénario central ou probable, mais de faire apparaître le caractère existentiel pour les États baltes de la solidarité européenne, et le caractère systémique, pour l'Europe, de la sécurité des États baltes.

¹⁷ European Council on Foreign Relations (ECFR), Jennifer Kavanagh & Jeremy Shapiro, décembre 2025, [The bear in the Baltics: Reassessing the Russian threat in Estonia](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,
contreponds à l'adversité

Date	Titre	Thème
05/03/2026	<u>PIB par habitant en Europe : un déclin relatif de la France, sans décrochage</u>	France, Europe
02/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 2 mars 2026</u>	Monde
27/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/02/2026	<u>France – 2025, année record pour les défaillances, mais aussi pour les créations d'entreprises</u>	France
24/02/2026	<u>Thaïlande – La victoire des conservateurs permettra-t-elle de relancer la panne moteur de la croissance ?</u>	Asie
23/02/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 23 février 2026</u>	Monde
20/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
18/02/2026	<u>Zone euro – Accélération des défaillances en fin d'année 2025</u>	Zone euro
17/02/2026	<u>Royaume-Uni – Système bancaire : une révision du cadre prudentiel</u>	Royaume-Uni, banque
16/02/2026	<u>ECO Tour 2026 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	Sectoriel, économie, France
13/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/02/2026	<u>France – Une hausse du taux de chômage en fin d'année 2025 à relativiser</u>	France
13/02/2026	<u>Royaume-Uni – Le PIB croît de 0,1% au T4 2025</u>	Royaume-Uni
12/02/2026	<u>Les banques centrales ne doivent être ni sous contrôle, ni hors de contrôle</u>	Monde
12/02/2026	<u>Revolut, la néobanque dans la rue !</u>	Fintech
11/02/2026	<u>Après 2001 pour la Chine, une nouvelle odyssée commerciale s'ouvre-t-elle pour l'Inde ?</u>	Inde
10/02/2026	<u>Brésil – Rôle ambigu du commerce extérieur : rôle décisif des investissements directs étrangers</u>	Amérique latine

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.